

Lionel Vairon*

***LA PUISSANCE MILITAIRE ET
DIPLOMATIQUE CHINOISE***

***Le concept de « menace chinoise » est-il toujours
d'actualité ?***

Au seuil de son émergence au sein du cercle très fermé des grandes puissances, la Chine rencontre des obstacles et doit affronter des défis que les membres de ce club n'ont pas connus en leur temps. Les deux précédentes superpuissances, les États-Unis et l'Union Soviétique, ont accédé à ce rang chacune à l'issue d'une guerre mondiale, la première pour l'Amérique, la deuxième pour l'URSS. Toutes deux se trouvèrent alors situées à chaque extrémité d'un axe idéologique confrontationnel et cherchèrent à imposer leur modèle politique, économique et social au reste de la planète. Entre elles, tentaient de maintenir leur niveau de puissance et d'influence les deux anciennes grandes puissances coloniales, la France et la Grande Bretagne, aspirant de toutes leurs forces à maintenir cette illusion de conserver la maîtrise de leur destin alors que l'Histoire, et leur grand allié américain, les contraignaient à pencher toujours davantage en faveur du camp dit *occidental*. La culture politique des Européens, étroitement liée à leur histoire depuis la Grèce antique jusqu'à la lutte contre le nazisme, et leur attachement à certaines valeurs à vocation universaliste favorisèrent le renforcement d'une idéologie *occidentaliste* qui, en dépit des errements répétés (guerres d'Indochine, guerre d'Algérie, soutien à des régimes tyranniques voire sanguinaires, étouffement de la liberté d'expression en certaines époques, pratique de l'apartheid aux États-Unis etc.), véhiculait un modèle de développement présenté comme inéluctable et incontestable, celui de la démocratie représentative et du capitalisme libéral.

A l'aube du XXI^e siècle, la Chine Populaire pour sa part accède progressivement à la puissance dans un monde où, comme l'avait annoncé Francis Fukuyama, la *Fin de l'Histoire* semblait avoir été atteinte avec l'effondrement de l'URSS et son démantèlement en 1991 et le triomphe

* Lionel Vairon est ancien diplomate, conférencier sur la Chine et le monde arabo-islamique et président de CEC Consulting.

assuré de ce modèle. Si certains ont depuis remis en question cette théorie et annoncé le *Retour de l'Histoire et la fin des rêves*¹, l'idée de la supériorité de ce modèle demeure solidement ancrée dans l'esprit des responsables occidentaux et de la majorité de leurs opinions publiques.

Naturellement, il est aisé de converger sur l'existence de certaines valeurs fondamentales applicables sous tous les cieux et dans toutes les cultures – comme le droit au respect de l'intégrité physique, encore que les États-Unis eux-mêmes y mettent des conditions dans le cadre de la lutte dite antiterroriste, la liberté de fonder une famille ou celle de chercher à atteindre un niveau de vie décent –, mais d'autres valeurs demandent à être débattues, explicitées et méritent que soient entendus les arguments de ceux qui les contestent ou les prônent selon les cas. Dans ce monde-là, celui qui sort désormais de cinq siècles de domination occidentale sans partage, la Chine émergente peine à se faire entendre et à se faire respecter en tant que puissance indépendante et souveraine. La grille de lecture politique, économique et sociale de son émergence étant celle qui fut élaborée au fil des siècles par les penseurs et les politiciens occidentaux, son système politique, économique et social est le plus souvent présenté aujourd'hui comme proche de la monstruosité : dénonciations de violations systématiques des droits de l'homme, absence de liberté de la presse, corruption massive des cercles dirigeants etc., tous les raccourcis ou approximations sont mises à profit pour créer un sentiment de menace sur l'avenir du monde qui a pris forme depuis quelques années et ne cesse de s'amplifier.

Face à cette hostilité croissante, la Chine a mené depuis le début des années quatre-vingt-dix une réflexion approfondie sur la stratégie la plus adaptée à son émergence, sur la nature de ses relations avec le reste de la communauté internationale, sur les limites qu'elle devait fixer à ses partenaires ou adversaires et sur les conditions objectives de la puissance. Pendant les deux dernières décennies, les mouvements stratégiques à l'échelle mondiale et les conflits armés successifs, du Rwanda au Kosovo en passant par l'Iraq et l'Afghanistan, ont prouvé la nécessité pour un Etat souverain de disposer d'une puissance militaire diversifiée (terrestre, navale, aérienne et spatiale), d'une technologie ultrasophistiquée (en particulier en matière de communications) et d'alliances solides pour résister aux menaces extérieures, et en particulier à celles émanant des États-Unis devenus l'unique hyperpuissance. Essentiellement axée pendant la première décennie des réformes sur le développement de ses capacités économiques, la Chine associe désormais à sa feuille de route vers la puissance, avec des résultats inégaux, la crédibilité militaire et un appareil diplomatique adapté à son nouveau statut.

La modernisation de l'armée chinoise

Dans le domaine militaire, la modernisation a été entreprise dès le début des réformes par Deng Xiaoping avec comme objectif initial de remettre à un niveau acceptable de dissuasion une Armée Populaire de Libération qui avait considérablement souffert de trois décennies de prédominance du politique sur le militaire et en particulier du chaos de la révolution culturelle (1966-1976). Cette modernisation apparaissait alors normale à ses partenaires occidentaux et ne leur semblait pas présenter de menace particulière. Le développement de la puissance économique et financière chinoise associé à quelques velléités affichées de faire respecter son *intérêt national* sur les questions sécuritaires liées à sa périphérie immédiate modifièrent progressivement cette perception occidentale et aboutirent en 2002 à la publication par le Département américain de la Défense du premier rapport sur la puissance militaire chinoise², publication qui prit ensuite un rythme annuel.

L'environnement régional de la Chine ne pouvait pourtant conduire qu'à un constat objectif clair : malgré la fin officielle de la guerre froide, les menaces sur la sécurité nationale du pays recouvraient de nombreuses réalités (instabilité politique de certains voisins, développement de mouvements terroristes, litiges frontaliers persistants, présence des forces américaines au Japon, à Guam, en Corée, sur la côte pacifique et en Asie centrale après le 11 Septembre 2001 etc.) auxquelles les responsables chinois devaient être particulièrement attentifs. Avec plus de 18 000 km de côtes, 22 147 km de frontières terrestres et 14 Etats dans sa périphérie continentale, parmi lesquels quatre puissances nucléaires, trois avérées (Russie, Pakistan et Inde) et une supposée (Corée du Nord), la vision stratégique des dirigeants chinois ne peut en rien être comparée à celle de Washington ou de l'Union Européenne. En outre, le discours tenu par l'administration Bush pendant huit ans ainsi que ses menaces à l'encontre des Etats récalcitrants et ses interventions militaires contre des Etats affaiblis – la dissuasion du *fort* au *faible* – n'ont fait que renforcer le sentiment chinois de vulnérabilité, en particulier en matière d'approvisionnements énergétiques et de technologies militaires de pointe.

Pékin a donc progressivement développé une stratégie de dissuasion appuyée à la fois sur le maintien d'une croissance significative du budget consacré à la défense, sur des signaux adressés à Washington quant à l'amélioration rapide de ses capacités technologiques (destruction d'un satellite en orbite en janvier 2007, lancement de missions habitées dans l'espace depuis octobre 2003, annonce de l'envoi d'une mission lunaire habitée en 2020...), l'un des objectifs étant en particulier de protester contre le programme de bouclier spatial ressuscité par l'administration Bush et voué à se déployer en particulier en Asie orientale avec la

coopération du Japon.

Parallèlement, un effort particulier a été consenti par la Chine au développement d'une marine capable d'assurer des missions de plus en plus complexes et plus lointaines. Si la défense des côtes orientales face aux États-Unis et l'amélioration des capacités de projection pour dissuader Taiwan de toute velléité d'indépendance demeurent la priorité, l'annonce du lancement du chantier de construction du premier porte-avions chinois et la présence croissante de navires chinois dans l'océan Indien et la Méditerranée indiquent une volonté affichée d'affirmer sa crédibilité dans ce domaine et de participer à des opérations à caractère international, par exemple en contribuant à la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. L'escale récente à Djeddah en Arabie Saoudite de navires du 6^e détachement d'escorte de patrouille au large du Yémen, la première visite navale chinoise dans l'histoire des deux pays, puis la présence en Méditerranée de la frégate *Xuzhou* chargée d'escorter le bateau marchand grec affrété par le gouvernement chinois pour rapatrier ses ressortissants, ont souligné une nouvelle fois l'importance accordée à une visibilité croissante de la marine de guerre chinoise. Face à la stratégie indienne de domination de l'espace océanique indien clairement affichée et qui bénéficie de la bienveillance de Washington, la Chine entend affirmer que l'*océan Indien* n'est pas l'*océan des Indiens*. La stratégie du *collier de perles* prêtée à la Chine, qui consisterait pour Pékin à développer des bases - installations à vocation militaire - le long des côtes et sur les îles de certains Etats ayant une façade sur l'océan Indien (le Myanmar, le Bangladesh, les Maldives, le Pakistan) afin de contribuer à terme à la sécurisation des tankers et de ne pas laisser cette mission aux seules marines américaine et indienne, est contestable pour une puissance fondamentalement continentale. Le développement sur le continent asiatique même d'une formidable toile d'infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques susceptibles de faciliter à moyen et long termes le contournement des axes maritimes problématiques (la mer de Chine méridionale, le détroit de Malacca, l'océan Indien etc.) et le plus souvent financé par Pékin semble au contraire indiquer une politique tout à fait conforme à l'histoire chinoise basée sur un rayonnement continental et non sur des aventures maritimes, même si le thème de la puissance maritime n'est pas absent des débats stratégiques actuels³.

Tentations diplomatiques

Naturellement, l'affirmation de cette nouvelle puissance chinoise provoque des haussements de sourcils chez ses voisins asiatiques et une méfiance croissante soigneusement entretenue par les États-Unis. Depuis le début des réformes il y a trente ans, les dirigeants chinois successifs ont

consacré d'importants efforts à la stabilisation de la périphérie, qui représentait pour Pékin le cœur du concept de sécurité nationale. Le règlement de la majorité des litiges frontaliers, quelquefois même en faveur de ses partenaires, le discours constant sur la *non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats*, le rôle de négociateur obligé dans le dossier coréen, le rétablissement de relations politiques cordiales avec certains pays autrefois hostiles comme le Viêt-nam ou l'Inde, la Chine n'a pas ménagé ses efforts pour dissiper les craintes de ses voisins. Mais la formation rapide de sa « puissance globale » (*zongshili*) liée à la fois à sa formidable croissance économique et à sa modernisation militaire accélérée a laissé apparaître des signes préoccupants de tentation dominatrice qui tranchent à la fois avec la stratégie précédente et avec le discours officiel⁴. S'il semble en effet légitime pour Pékin de s'interroger lorsque la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton qualifie la mer de Chine méridionale de « zone d'intérêt national » pour les États-Unis, les propos souvent menaçants de certains responsables chinois à l'égard des autres Etats riverains ne peut que les inciter à rechercher un médiateur et un protecteur éventuel – les États-Unis.

La Chine demeure en effet, face à la domination globale de Washington, dans un état de soumission relative pour des raisons conjoncturelles. Ces deux acteurs majeurs de la société internationale se trouvent à la fois dans une relation d'interdépendance forte, en particulier sur le plan économique et financier, et de compétition accrue pour l'influence globale. Comme l'illustre très justement un expert chinois des questions militaires sur la chaîne CCTV en janvier 2011, « les États-Unis atteignent leur ménopause alors que la Chine traverse sa période de puberté »⁵. Paradoxalement, les États-Unis sont aujourd'hui « la puissance indispensable » pour la Chine dans certains domaines comme la sécurité maritime (les différentes flottes américaines protègent de la piraterie ou du terrorisme les principaux couloirs d'approvisionnement de l'Extrême Orient en pétrole) ou le commerce international (les États-Unis demeurent le premier partenaire commercial bilatéral de la Chine). Leur influence auprès de l'Union européenne et dans certaines autres régions du monde comme le Moyen-Orient et les faiblesses structurelles de la diplomatie chinoise, due en particulier à une insuffisante connaissance du monde dans toutes ses nuances et ses subtilités de la part des dirigeants et de leurs représentants à l'étranger, constituent un sévère handicap pour la Chine dans le développement de son *soft power*. Dans ce domaine, elle se situe à des années-lumière de l'Amérique et n'est pas en mesure de la concurrencer quels que soient les timides efforts déployés en la matière. Les stratégies chinoises ont certes perçu la nécessité d'améliorer l'image de leur pays comme en témoignent la création des Instituts Confucius ou le lancement de chaînes de télévision satellitaires en langues étrangères, mais la teneur

du discours et certains choix politiques, comme le soutien aux régimes birman ou zimbabwéen, continuent à limiter cette influence globale qui, à ce stade, se limite à un *soft power* économique.

Il est néanmoins vrai que l'hostilité occidentale chronique, et particulièrement visible pendant l'année 2008 à l'occasion de la préparation des Jeux Olympiques, contribue à l'émergence d'un discours plus nationaliste, plus agressif, plus assuré dont l'origine est exclusivement attribuée à cette puissance nouvellement acquise. En réalité, la volonté de participation à la gestion positive des grands dossiers internationaux (les crises régionales, les questions environnementales, énergétiques etc.) s'est manifestée clairement jusqu'en 2008 avant que ne réapparaisse une forme d'enfermement et d'isolement dont attestent les prises de position récentes à propos de la Corée du Nord ou du conflit territorial avec le Japon. Si la crise financière et la découverte par la Chine de son influence nouvelle sur l'économie mondiale ont indubitablement renforcé les partisans de la puissance et les rangs des nationalistes, la campagne menée contre elle en 2008 dans tous les domaines (droits de l'homme, politique étrangère, environnement, questions sociales etc.) a généré, même parmi les plus critiques des faiblesses du régime, un sentiment de persécution, d'incompréhension, de mépris pour les sacrifices réalisés depuis trente ans et d'hostilité venant de l'étranger que de nombreux Chinois affirment ne plus supporter, basculant ainsi dans un discours nationaliste et quelquefois revancharde qui ne sert ni les intérêts de la Chine ni ceux de la communauté internationale.

Les faiblesses de la diplomatie chinoise et son manque de capacité d'initiative sont particulièrement frappantes dans le contexte actuel des révoltes arabes. Les événements qui ont débuté en décembre 2010 en Tunisie et se sont désormais étendus à l'ensemble du monde arabe mettent en relief la vulnérabilité de la Chine dans cette région pourtant essentielle pour ses approvisionnements énergétiques. Le silence assourdissant de Pékin face à la disparition progressive de certains de ses principaux partenaires ou alliés, en particulier Hosni Moubarak en Egypte, témoigne de cette insuffisance chinoise en matière de politique extérieure. Concentrée comme Washington sur l'évolution de l'Arabie Saoudite – qui est son premier fournisseur de pétrole –, la Chine n'a pas réussi à construire jusqu'à présent un discours clair et acceptable pour répondre aux mouvements qui secouent la région. Certains analystes estiment que les dirigeants chinois craignent la comparaison et la contagion. Mais comment comparer sérieusement l'Egypte ou l'Algérie à la Chine ? Si la liberté d'expression est réduite et la corruption très étendue en Chine, la croissance économique assortie d'une réelle redistribution et le développement général que connaît le pays depuis trente ans n'ont rien en commun avec des Etats

arabes autocratiques ou dictatoriaux, dont le sous-développement est structurel en dépit d'un taux de croissance économique significatif et où les citoyens ont depuis longtemps abandonné tout espoir d'amélioration de leur condition. Les responsables chinois eux-mêmes semblent hésitants face à la stratégie à adopter et manquent singulièrement de vision, se contentant d'insister sur le risque que la révolte égyptienne fait courir au Traité de paix avec Israël ou que les mouvements en cours menacent la croissance économique⁶. Ce manque de réactivité constructive souligne les pesanteurs politiques qui constituent encore un handicap majeur pour l'émergence d'une diplomatie chinoise crédible et écoutée.

*

La puissance militaire et diplomatique chinoise demeure donc réduite et il est bien difficile de justifier le discours dominant sur « la menace chinoise » qui permet aux détracteurs de la Chine de faire oublier leurs propres turpitudes. L'hypothèse actuelle repose sur une menace chinoise susceptible de se matérialiser dans quelques décennies lorsque la puissance chinoise aura atteint un niveau plus proche de celle des États-Unis. Elle doit cependant être mise en parallèle avec la menace immédiate que font peser sur la stabilité internationale les puissances qui tentent d'assurer leur domination économique ou politique par des pressions et des guerres déclenchées au prétexte de la promotion de « valeurs universelles » et de leur propre système politique. Face à l'émergence très progressive de la Chine dans l'ordre international, Européens et Américains utilisent l'arme de la peur et brandissent la menace de la fin de la *Pax occidentalis* qui signifierait le retour inéluctable des guerres générales⁷. Mais après cinq siècles de domination occidentale, il serait bien difficile de prétendre qu'elle a assuré une paix planétaire, ni même qu'elle aurait limité la violence des conflits. Si la nature politique, économique et sociale des puissances émergentes diffère souvent considérablement de celles des pays européens ou des États-Unis, rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que les systèmes qui arriveront à maturité dans quelques décennies dans ce pays constitueront une menace pour la stabilité et le développement mondiaux.

Notes :

¹ *The Return of History and the End of Dreams*, Robert Kagan.

² *Military Power of the PRC 2002*, Department of Defense, Washington D.C.

³ *Lun zhongguo haiquan* [Discours la puissance maritime chinoise], Zhang Wenmu, *Haijun chubanshe*, 2009.

⁴ *Guojia ruan shili* [Le soft power national], Zhao Gang & Xiao Huan, *Xin shijie chubanshe*, 2010.

⁵ Mistrust stalls U.S.-China space cooperation, *Washington Post*, 21 janvier 2011.

⁶ “Volatility in Mideast, North Africa harms economies, livelihood”, *Xinhua*, 24 février 2011; “Turbulent Mid-East disrupts the world”, *Global Times*, 26 février 2011.

⁷ « Nos guerres prochaines », Colonel Nicolas Le Nen, *Le Monde* du 16 mars 2011.